

De la banque alimentaire au

La Maison de Quartier La Rochelle a mis en place un jardin par, pour et avec des personnes en grande précarité. Une façon de se nourrir à moindre prix et de développer le pouvoir d'agir.

Roux, périphérie de Charleroi. Il y a là la Maison de Quartier La Rochelle, à la fois espace de développement communautaire et service d'insertion sociale (SIS). Ici, il y a un siècle, le commerce était florissant et l'emploi bien présent, avec les charbonnages, les verreries et les brasseries. C'était avant. Aujourd'hui, pour beaucoup, Roux est devenu un lieu de survie. Et La Rochelle un oasis de solidarité.

« *Le public qui vient chez nous, ce sont des personnes qui n'ont pas été intégrées à la société, parce qu'elles ont des faiblesses* », résume Claudio Marini, coordinateur bénévole de la Maison de Quartier. Au fil des ans, il assiste à une paupérisation croissante, accentuée par les récentes mesures d'exclusion du chômage. Ils sont donc de plus en plus nombreux à frapper à la porte de la banque alimentaire de La Rochelle. Une centaine de familles en grande précarité viennent y chercher gratuitement de quoi manger. De quoi pallier à l'urgence. Mais pas question de s'enliser dans la dépendance. Ici on aime entrer dans une relation de réciprocité, qui renforce la dignité des personnes. « *On s'est donc mutualisés pour répondre à ce problème commun, en créant une coopérative. Elle permet d'acheter à bas prix des colis alimentaires, ainsi que des vêtements et des meubles de seconde main* », explique Claudio. Le principe est simple : chaque coopérateur possède une carte, qu'il charge avec minimum cinq euros, qui est le prix du panier alimentaire qu'il pourra acheter via la coopérative. Avec cet argent, l'asbl se tourne vers les fournisseurs en gros, négocie, et achète aussi auprès de producteurs locaux. Le prix du panier est ainsi deux à trois fois inférieur à sa valeur réelle, d'autant que certains légumes viennent de la banque alimentaire et du jardin coopératif de l'association.

Un terrain de foot devenu jardin coopératif

« *On a voulu passer des lasagnes qu'on recevait à nos propres légumes bio qu'on cultive et cuisine* », résume Claudio. Près de la maison de quartier, il y avait un ancien terrain de foot laissé à l'abandon. En 2008, l'asbl l'a récupéré pour en faire un jardin. Ce sont les anciens ou actuels coopérateurs qui s'occupent du jardin, ainsi que ponctuellement certains jeunes du SIS. Aujourd'hui, Hassan met la terre à nu, plante, arrose... Jardinier sans emploi, ancien alcoolique, il vient y passer ses journées : « *Ça me relaxe, je ne traîne pas les rues, je fume moins. Les légumes, j'en prends un peu pour moi et j'en monte à La Rochelle, pour les personnes les plus pauvres* ». C'est aussi Hassan qui veille au grain lorsqu'il s'agit de partager la production ou de décourager les vols.

Germain, lui, est venu avec son petit-fils et sa femme Dora. Ancien monteur-soudeur, il a perdu son emploi suite à un grave accident de travail. Aujourd'hui, il tire ses revenus des allocations aux personnes handicapées. Il vient apporter des boutures et faire quelques réparations au bâtiment : « *Le contact avec la nature est magnifique. On rencontre du monde, on échange nos*

idées. Puis, quand il y a des périodes plus dures, on peut faire appel à la coopérative ». Jean-Pierre, lui non plus ne roule pas sur l'or. Mais il vient ici pour aider les autres, « *ceux qui n'ont rien* » comme il dit. Chaque semaine, il compose la trentaine de paniers pour la coopérative : « *On en est fiers de notre jardin, c'est quand même grand !* »

Une ambition, des difficultés

L'espace comporte quatre zones : un potager, une zone de vie communautaire où les familles et le patro peuvent jouer ou pique-niquer, un verger où Charleroi Nature donne des formations, et une zone didactique, idéale pour les ateliers pour enfants du mercredi après-midi. « *A certains moments, certaines dimensions prennent plus de place que d'autres, mais elles sont toutes présentes. C'est le public sur le terrain qui décide des zones à travailler en priorité. Le jardin s'adapte aux profils des différents jardiniers* », explique le coordinateur.

Au sein de la coopérative, on réfléchit à l'équilibre alimentaire, à l'alimentation locale, saine et de saison. On apprend aussi à mitonner de bons petits plats dans l'espace cuisine. « *Au jardin, on produit pour se nourrir, depuis 7 ans. Les personnes restent parce qu'on répond à un besoin*, souligne Claudio. *On s'empêche de faire à la place des gens. On veut développer leur capacité d'agir à partir de là où ils sont, de leur contexte de vie. Notre ambition, c'est que les personnes passent de la banque alimentaire aux paniers de la coopérative, puis au jardin coopératif. Qu'elles s'approprient ces projets, qu'elles organisent elles-mêmes les services qui leur permettent d'affronter leurs conditions de vie difficiles. Sortir de la logique d'assistance dans laquelle elles sont trop souvent enfermées, pour progressivement augmenter leur pouvoir de dire les choses et d'agir.* »

Evidemment, cela ne se fait pas sans mal. « *On a perdu l'an passé deux animateurs suite à une coupe de subsides. Or, un animateur est primordial pour faciliter les relations sociales et faire respecter les règles de vie* », constate Claudio. Depuis, c'est lui qui a pris le relais entre mille autres missions, aidé par les jardiniers coopérateurs. Autre difficulté : la récente concurrence entre la banque alimentaire, qui reçoit désormais par centaines des légumes calibrés venus des supermarchés¹, et le jardin coopératif, où on peut se procurer des légumes bio, locaux et de saison, mais moins beaux et coûtant un peu d'argent ou un peu de temps.

Éducation populaire

« *Notre pédagogie, c'est l'éducation populaire, dans un rapport beaucoup plus égalitaire que dans le rapport assistant social - assisté, ou enseignant - élève*, souligne Claudio Marini, qui est par ailleurs enseignant dans une école de la région. *L'idée est de faire avec, par et pour les personnes, dans la pensée et le développement du projet. On essaie de fournir un cadre à la*

u jardin coopératif

é. Ici, on ne parle pas de « bénéficiaires » mais de « coopérateurs-jardiniers».

créativité de chacun ».

Pour les personnes qui s'investissent dans ce parcours d'éducation permanente, le résultat est visible. On l'entend dans les témoignages des jardiniers coopérateurs : ils se sentent désormais utiles. Ils sont sortis de l'isolement, ont redressé la tête, retrouvé de l'estime et de la confiance en eux et entre eux, s'investissent dans des dynamiques participatives. Certains ont repris une formation. D'autres se sont engagés dans des actions plus militantes, au sein du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté ou du Comité de suivi du Rapport Général sur la Pauvreté.

Un jardin qui (se) transforme

Dans le jardin, Hassan arrose les fruitiers récemment plantés : « On fait tout bio ici, c'est meilleur, mais ça demande du travail. C'est pour ça qu'on plante des fleurs qui attirent les coccinelles, elles mangeront les pucerons ».

L'espace porte encore les stigmates du terrain de foot. Mais les projets ne manquent pas pour faire disparaître le gazon, malgré les maigres moyens financiers de l'association. Claudio et les siens imaginent déjà des moutons et des chèvres à l'abri sous

l'ancienne tribune, puis une marre un peu plus loin : « Petit à petit, on s'est rendu compte que ça manquait de courbes et de biodiversité, que les petites bêtes mangeaient nos salades. On se décourageait de devoir tout le temps arracher les mauvaises herbes ». La petite équipe s'est donc intéressée à la permaculture. « La permaculture, ça demande de changer notre regard. Ne pas découper et sectoriser. C'est vrai pour le jardin, mais aussi pour les personnes. Il faut les prendre comme un tout. On espère que dans trois ans tout sera plus intégré, mais c'est un défi, on est dans l'expérimentation. On a le temps ». Le temps de transformer le lieu et de se laisser transformer par lui.

Christophe DUBOIS

Contact : La Rochelle - 071 45 15 22 - www.asbllarochelle.be

¹ Depuis 2014, les grandes surfaces qui font don de leurs invendus à des banques alimentaires ont la possibilité de récupérer la TVA qu'elles ont payée au moment de l'achat de ces produits. Cette mesure, qui a généré une hausse conséquente des dons de produits invendus, sera bientôt appliquée aussi pour les petits commerces.

